

À Valence, après les inondations, l'extrême droite capitalise sur la catastrophe

À la suite des intempéries qui ont fait plus de 200 morts, les attaques des partis et groupuscules d'extrême droite redoublent d'intensité. Les écologistes, les scientifiques et le gouvernement de gauche sont dans leur ligne de mire.

[Manuel Magrez](#)

8 novembre 2024 à 18h41

ChivaChiva, Valence, Sedaví et Picanya (Espagne).— D'un coup, les rues se sont vidées de leurs volontaires qui s'activaient armées de pelles et de seaux, alors qu'une demi-heure plus tôt elles grouillaient de monde. Tout le monde s'est réuni une centaine de mètres plus loin, près de la mairie. La foule est compacte, dimanche 3 novembre, et elle attend patiemment. Le roi, la reine et le premier ministre espagnols sont attendus d'une minute à l'autre à Chiva, dans les hauteurs de la région de Valence.

Sur les téléphones, les vidéos de la visite à Paiporta tournent en boucle. On y distingue la délégation d'officiels, menée par la famille royale et suivie par le premier ministre Pedro Sánchez, ainsi que par le président de la région Carlos Mazón, entourés de gardes du corps dépassés par les jets de boue. Dans la petite foule silencieuse de Chiva, on entend de temps en temps le son des vidéos sortant des haut-parleurs des téléphones portables. « *Assassins ! assassins !* », criait la foule de Paiporta à l'adresse de la délégation.

À Chiva, le rassemblement ne semble pas beaucoup plus accueillant. Un homme harangue les centaines de personnes massées, devant les caméras de télévision, dénonçant « *l'abandon* » des autorités. Il est ovationné. Des agriculteurs fendent la foule sur leurs tracteurs. Et lorsque les policiers lèvent le camp, annonçant l'annulation de la visite, ils sont conspués. « *Lâches ! Lâches !* », crie la foule avant d'entonner le célèbre chant révolutionnaire « *El pueblo unido jamás sera vencido* ».



Des volontaires et habitants attendent de pied ferme la délégation officielle, à Chiva le 3 novembre 2024. © Photo Manuel Magrez pour Mediapart

À Paiporta, où la visite a mal tourné, on apprendra plus tard qu'une partie de ceux qui se présentaient comme de simples habitants dépassés étaient des responsables de groupes d'extrême droite venus de Madrid. Certains s'étaient même, selon la presse espagnole, organisés pour s'attaquer spécifiquement à Pedro Sánchez.

Depuis plusieurs jours, l'extrême droite espagnole jubile. Un peu partout dans les villes touchées, et dans les discours des volontaires comme des sinistrés, est repris le slogan « *Seul le peuple peut sauver le peuple* ». « *On se sent abandonnés, heureusement qu'il y a tant de volontaires, parce que les secours sont arrivés cinq jours après les inondations* », dénonce Jeanette Freire, pieds dans la boue, pour illustrer la phrase reprise en chœur, et qui apparaît un peu partout dans les rues des villes sinistrées.

S'ils n'en sont pas à l'initiative, les mouvements d'extrême droite ont repris bien volontiers à leur compte ce slogan, meilleur moyen de s'attaquer à Pedro Sánchez, le président socialiste du gouvernement de Madrid. Car il résonne très bien avec le discours de l'extrême droite espagnole. Les représentants de Vox, parti nostalgique de l'époque du dictateur Franco (1892-1975), n'ont cessé de dénoncer pendant la semaine un « *État en faillite* ».

Les écologistes en ligne de mire

Un autre message de l'extrême droite infuse au sein de la population sinistrée. Regardant de loin la foule attendre le roi, María Jesús Ferrer, résidente de Chiva, est méfiante. Elle ne croit plus vraiment aux autorités, alors l'annulation de leur visite, elle l'avait anticipée. « *Les autorités ne gouvernent pas, elles pillent. Heureusement qu'on a eu de l'aide de citoyens* », peste-t-elle.

« *Si on avait nettoyé les lits de rivières, l'eau aurait pu circuler et on aurait eu moins de dégâts* », estime celle qui a vécu toute sa vie ici. Un peu plus loin, sur le bord de la rivière Gayo, qui a éventré la petite cité en son centre, Manuel Sánchez est du même avis. « *Sur la partie haute de la ville, l'eau a été bloquée sous un pont par des arbres et des débris en tout genre. Quand ce barrage naturel a rompu, l'eau est arrivée comme un tsunami, alors qu'elle aurait pu s'écouler normalement* », croit savoir le retraité, dont la maison a été scellée sur décision des architectes, attendant de mesurer à quel point elle a été fragilisée. Lui pense aussi que « *si les lits de rivières avaient été nettoyés, on aurait eu moins de dégâts* ».



Manuel Sánchez, sur le bord du Gayo, à Chiva. © Photo Manuel Magrez pour Mediapart

Cette idée, qui sonne comme un refrain, pointe directement des responsables présumés. « *Les écologistes* », avance, furieuse, une habitante de Sedaví. « *Ils nous empêchent de nettoyer les lits de rivières pour protéger les poissons, et ça fait des morts ici* », crierait-elle presque sur le pas de sa porte. Autre grief : « *Ils empêchent aussi de construire des barrages pour protéger les villes situées un peu plus bas* », pointe la riveraine, harassée par les journées et nuits de nettoyage, balayant d'un revers de la main l'argument du réchauffement climatique.

Là encore, le discours ne vient pas de nulle part. « *Il y a des coupables* », avançait dès le 30 octobre le patron de Vox, Santiago Abascal, reprochant [sur X](#) à Ursula Von der Leyen d'avoir fait détruire des barrages en Espagne.

En réalité, seules de petites retenues en fin de vie avaient été détruites dans les années 2000, sans impact sur l'importance des dégâts, assurent les expert·es. « *Ces derniers jours, on passe beaucoup de temps à répondre aux journalistes pour parler des causes de l'inondation* », explique Ana Camarasa Belmonte, directrice du département de géographie de l'université de Valence. « *Je vois beaucoup de fausses informations, diffusées par certains camps politiques, alors c'est notre devoir dans ces moments-là* », complète l'universitaire.

Car les scientifiques ne sont pas à l'abri. Il y a un an, plusieurs pontes du Parti populaire (PP), le parti de droite, avaient lancé une campagne contre l'Aemet, équivalent de Météo France de l'autre côté des Pyrénées. Juanma Moreno, président de la communauté autonome d'Andalousie et responsable du PP, [avait accusé](#) l'Aemet d'avoir surestimé le risque, après que l'agence de météorologie avait lancé une alerte rouge sans que la catastrophe arrive.

De son côté, le parti d'extrême droite Vox avait laissé entendre dans son programme vouloir s'en prendre à l'agence de l'État. Certains de ses responsables sont même allés jusqu'à partager un tutoriel permettant de désactiver les alertes de sécurité civile – qui ont fait défaut à Valence – sur les téléphones.

« Celui qui avait raison, c'est Franco »

La diatribe anti-écologiste est souvent accompagnée d'une allusion au « Plan sud ». Imaginé après les inondations de 1957 à Valence par le régime de Franco, il a consisté en l'aménagement d'un grand canal, déviant le fleuve Turia, à l'origine de l'inondation, qui

passait par le centre-ville de Valence. *« C'est cette installation qui a permis que la ville de Valence ne soit pas touchée par les inondations »*, lance un riverain à Sedaví.

« Celui qui avait raison, c'est Francisco Franco. Il avait raison avec le Plan sud », argue un volontaire, véhément, [à la caméra d'Antena 3](#), avant d'être interrompu par la journaliste assurant le duplex. À intervalles réguliers ces derniers jours, la télévision espagnole se fait piéger par des témoins encensant le bilan du dictateur, après avoir allègrement chargé Pedro Sánchez de la responsabilité de la catastrophe.

Parfois, le discours devient même confus. Assis sur un banc devant la mairie de Sedaví, Carlos Gonzáles Ruiz a préparé son coup. Chaque fois qu'un journaliste passe par là, il l'interpelle pour livrer son message. Après avoir encensé l'initiative de Franco sur le fleuve Turia, le retraité explique, sûr de lui, que si l'État a mis du temps à faire intervenir l'armée, c'est que *« le gouvernement de gauchistes a horreur de l'ordre et de l'armée »*. Un peu plus loin, une voisine, qui ne se cache pas de détester le gouvernement socialiste, estime que *« Pedro Sánchez aide plus les terroristes de l'ETA et les sécessionnistes catalans que les habitants de Valence »*.

À lire aussi

[Intempéries en Espagne : « Comme toujours, ce sont les plus modestes qui paient le prix fort »](#)

5 novembre 2024

De l'autre côté du fleuve Turia, les idées d'extrême droite font aussi leur chemin. Dans un bar animé d'un quartier populaire de Valence, la télé tourne à plein régime, les images des éditions spéciales choquent, et les éléments de langage de Vox fusent. *« C'est une honte ! Les immigrés illégaux sont logés dans des hôtels, ça coûte des millions à l'État, mais on laisse les Espagnols dormir dans des gymnases ? »*, fait mine de s'interroger le gérant du troquet, attablé pendant sa pause déjeuner. Autour de lui, tout le monde acquiesce.

Vox, *« ils veulent porter au niveau national ce qui s'est passé à Valence »*, dénonce un militant socialiste de Valence, accoudé sur le comptoir du siège régional du parti. *« Pour cela, ils ont demandé à mettre en place le niveau d'alerte 3, qui impose au gouvernement central de prendre les commandes, et de mettre de côté l'exécutif régional, géré par le parti de droite. Ils font d'une pierre, deux coups »*, analyse-t-il, l'air inquiet.

[Manuel Magrez](#)